

**Pays :** Bulgarie

**Commission :** Conseil des Ministres du Commerce et de l'industrie.

**Problématique :** Comment concilier respect des accords de libre-échange de l'UE et respect de l'environnement dans la relance du commerce international hors UE ?

Honorable présidence, chers délégués,

La délégation bulgare est ravie de participer à l'EUROmad, et souhaite de riches discussions entre les différentes délégations.

Les accords de libre-échange de l'UE et le respect de l'environnement dans la relance du commerce international dans le monde est un sujet très important pour la délégation bulgare.

La République de Bulgarie est une république parlementaire ayant comme chef de l'Etat Roumen Radev et comme premier ministre Boïko Borissov . Elle est située dans le sud-est de l'Europe et a des frontières avec la Roumanie au nord, la Serbie et la république de Macédoine à l'ouest, la Grèce et la Turquie au sud, et est bordée par la mer Noire à l'est. La superficie du pays est de 110 550 km<sup>2</sup>. La langue officielle de la Bulgarie est le bulgare mais certains habitants parlent aussi le turc. La Bulgarie est un pays des Balkans qui a fait depuis 1989 de son intégration à l'espace euro-atlantique une priorité constante de sa politique étrangère.

La Bulgarie est entrée dans l'Union européenne le 1er janvier 2007. Il faudrait ajouter qu'il est membre de l'ONU depuis le 14 décembre 1955. L'économie de la Bulgarie est une économie de marché libérale, qui est intégrée dans l'Économie de l'Union européenne depuis 2007. La monnaie nationale est le lev bulgare, qui est lié à l'euro au taux de 1,95583 pour un euro. C'est un pays industrialisé et la plupart de l'économie est dans le secteur privé. Les principales sources de revenus et de croissances économiques sont le secteur de l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie légère et le tourisme dont les principaux produits étaient l'acier, les machineries, les combustibles raffinés et le textile. Il faut remarquer que l'économie bulgare a été affectée et connaît une baisse de -3,8 % en 2020, en raison de l'épidémie de COVID-19. Elle souhaite relancer des projets pour pouvoir s'approfondir plus dans l'intégration européenne.

Le gouvernement bulgare considère l'adhésion à l'UE comme un objectif stratégique important, qui contribuera à accroître la prospérité et à renforcer l'autorité de la loi et le rôle de l'économie de marché. Le droit bulgare de l'environnement a fait l'objet d'innombrables modifications substantielles ces quinze dernières années et en particulier depuis l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne (UE) le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Classée 11<sup>e</sup>, Sofia est la capitale la plus polluée d'Europe. La majorité des dispositifs avait été élaborée vers la fin des années 90 mais a subi des évolutions continues dans un souci d'alignement sur les normes européennes. Après la forte épidémie mondiale de COVID-19, comment en conciliant respects des accords de libre-échanges de l'UE et respect de l'environnement la Bulgarie arrivera-t-elle à relancée son commerce international hors UE ?

Depuis qu'elle a rejoint l'Union Européenne en 2005, la Bulgarie a connu une croissance considérable de ses échanges commerciaux, malgré un déséquilibre commercial important et des déficits récurrents. Le pays est très ouvert au commerce extérieur, qui représentait 131% du PIB en 2018 (Banque mondiale). La Bulgarie exporte principalement des huiles de pétrole, du cuivre raffiné et non raffiné, des médicaments et du blé ; tandis que les importations du pays sont dominées par les huiles de pétrole, les minerais de cuivre, les médicaments, les automobiles et les gaz de pétrole. En 2010 la Bulgarie comptait 61,2 millions de tonnes de gaz à effet de serre contre 56,6 millions de

tonnes en 2019. Au sein de l'Union européenne, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué dans tous les secteurs sauf un : celui des transports (aviation internationale comprise.)

Les accords de libre-échange et les préférences unilatérales permettent de bénéficier de préférences tarifaires, sous certaines conditions. Ils ont pour objectif de lever les barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (formalités) au commerce entre deux pays ou groupes de pays. Avec ces accords, l'Union européenne (UE) entend favoriser la compétitivité de l'économie européenne. Ces accords sont essentiels pour permettre à une entreprise d'identifier les choix stratégiques à réaliser en matière d'approvisionnement à l'extérieur de l'UE.

La pandémie de COVID-19 a touché la Bulgarie alors que son économie se portait bien. Outre une poursuite de la politique de soutien destinée à aider les ménages et les entreprises à surmonter la crise, des réformes visant à moderniser l'économie, à améliorer l'environnement des entreprises et à étoffer les compétences de la main-d'œuvre contribueraient à renforcer la reprise du pays, selon un nouveau rapport de l'OCDE. La Bulgarie est une partie à plusieurs accords environnementaux internationaux incluant : la Convention sur la protection de la mer Noire ; la Convention sur pollution atmosphérique transfrontière à longue portée ; la Convention sur la diversité biologique ; la Convention sur les zones humides d'importance internationale ; la Convention sur la sécurité nucléaire ; la Convention sur protection de la couche d'ozone ; la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Aujourd'hui, les priorités environnementales de la Bulgarie sont axées vers les problèmes relatifs à la pollution de l'eau, de l'air et du sol, aux déchets nucléaires et des mines, à la gestion des déchets solides, à la pollution transfrontière de l'air et de l'eau (provenant de la Roumanie et des anciens pays yougoslaves) et aux niveaux élevés de contamination industrielle rendant certaines villes inhabitables. D'autres soucis environnementaux devant être pris en compte par le pays concernant le traitement des déchets dangereux, les menaces sur les régions côtières de la mer Noire et les polluants industriels qui endommagent la couche d'ozone. La Bulgarie exporte principalement des matières premières qui ont représenté, en 2020, 41,6 % des exportations. Une grande partie des échanges sont issus des échanges intra-groupes de l'industrie automobile.

Notre pays attend beaucoup de cette conférence en effet nous espérons que les futures discussions entre les délégations amènent des solutions efficaces et pérennes afin de concilier respect du libre-échange et de l'environnement.

Merci de votre écoute.